



Service technique
CL/AF

N° 164/ 2024

ARRETE DU MAIRE

PRIS LE 25 AVR. 2024

OBJET : Arrêté portant réglementation temporaire du stationnement - 7 avenue du Général de Gaulle.

Le Maire de Soisy-sous-Montmorency,
Vice-président délégué du Conseil départemental,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2122-24, L2212-1, L2213-1 et suivants,

VU le code de la route en vigueur et notamment les articles R411-1 et suivants, R417-10 et R417-12,

VU l'article R610-5 du Code Pénal,

VU les décrets 2001-250 et 2001-251 du 22 mars 2001 modifiant le code de la route,

VU l'arrêté interministériel du 16 mai 2001 portant modification de l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967, relatif à la signalisation des routes et autoroutes,

VU la déclaration préalable n° DP 095 598 22 S 0209 accordée le 12 décembre 2022,

CONSIDERANT la demande de permission de stationnement présentée le 25 avril 2024 par Monsieur Alexandre CESAR, représentant de la SAS 3CBAT concernant le stationnement d'un monte-charge au droit du 7 avenue du Général de Gaulle 95230 Soisy-sous-Montmorency.

CONSIDERANT qu'il appartient à l'autorité municipale de prendre toutes les mesures nécessaires en vue d'assurer la sécurité, ainsi que de bonnes conditions de circulation et de stationnement

ARRETE

Article 1 : Le 25 avril 2024 de 10h00 à 12h00, la société SAS 3CBAT est autorisée à stationner au droit du 7 avenue du Général de Gaulle.

Article 2 : Les trottoirs devront rester accessibles aux piétons et aux personnes à mobilités réduites. Dans le cas où la circulation des piétons ne pourrait être maintenue sur le trottoir, celle-ci sera reportée sur le trottoir opposé aux travaux, une déviation adaptée devra être mise en place en amont et en aval de l'intervention.

Article 3 : La protection et la circulation des piétons et des personnes à mobilité réduite, la signalisation conforme au code de la route et son entretien, nécessaires à la mise en œuvre de ces dispositions, l'affichage du présent arrêté sur le chantier, seront effectués par le pétitionnaire sous le contrôle des services techniques municipaux.

Article 4 : Le pétitionnaire reste responsable des accidents et dommages susceptibles de se produire aux abords et sur le chantier. Toute dégradation du domaine public (trottoir, chaussée, mobilier urbain et autres) sera prise en compte par le pétitionnaire.

Article 5 : Les contraventions au présent arrêté seront relevées et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur et les véhicules en stationnement gênant seront mis en fourrière aux frais et risques des contrevenants.

Article 6 : La directrice générale des services de la ville, le commissaire de police de la circonscription de Montmorency- Enghien-les-Bains, le responsable de la police municipale de Soisy-sous-Montmorency, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire sera adressé à Monsieur Alexandre CESAR représentant de la SAS 3CBAT.

François ABOUT,

Conseiller Municipal
Délégué aux travaux



Transmis en Sous-Préfecture de Sarcelles le : _____

Mis en ligne et/ou notifié le : **26 AVR. 2024**

Acte rendu exécutoire en vertu des articles L 2131-1 et L 2131-2 du CGCT. Le **26 AVR. 2024**

La présente décision administrative peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise dans le délai de deux mois à compter de sa notification